



**DEPARTEMENT
DE LA HAUTE GARONNE**

COMMUNE DE TOULOUSE

STE LATECOERE

*Demande
d'autorisation
environnementale
relative au projet
de création et
d'exploitation
d'une nouvelle usine de
pièces élémentaires
aluminium (ICPE)*

**ENQUÊTE
PUBLIQUE**

(15 octobre au 15 novembre 2018)

**RAPPORT
DU
COMMISSAIRE
ENQUETEUR**

(Jean-Claude BARTHES)



SOMMAIRE (1^{ère} PARTIE)

RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

I - GENERALITES	4
I.1 / Objet de la présente enquête	4
I.2 / Identification du responsable du projet	4
I.3 / Identification de l'autorité organisatrice de l'enquête	4
II – PRESENTATION DU PROJET	4
II.1 / Le projet retenu	4
II.2 / Description des activités	7
II.3 / L'étude d'impact	8
II.4 / L'étude de dangers	13
II.5 / Capacités techniques et financières de l'entreprise	15
II.6 / Compatibilité du projet avec les règles d'urbanisme	15
III – LE DOSSIER SOUMIS A ENQUÊTE PUBLIQUE	16
III.1 / Composition du dossier d'enquête	16
III.2 / Contexte réglementaire	17
IV – ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE	17
IV.1 La phase préparatoire de l'enquête publique	17
IV.2 Le déroulement de l'enquête publique	18
V – LES OBSERVATIONS LIEES AU PROJET	20
V.1 L'avis de l'autorité environnementale	20
V.2 L'avis des conseils municipaux	20
V.3 Les observations du public pendant l'enquête	22
VI – PIECES ANNEXES	29

SOMMAIRE (2^{ème} PARTIE)

CONCLUSIONS ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

(Document séparé intégré à la suite du présent rapport)

<u>I / LE PROJET</u>	2
I.1 Consistance du projet	2
I.2 Capacités techniques et financières de l'entreprise	4
I.3 Compatibilité du projet avec les règles d'urbanisme	4
<u>II / L'ENQUETE PUBLIQUE</u>	4
II.1 / Objet de l'enquête	4
II.2 / Contexte réglementaire	4
II.3 / L'enquête publique et son déroulement	4
<u>III / LE DOSSIER D'ENQUETE</u>	6
<u>IV / LES IMPACTS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT</u>	6
<u>V / LES OBSERVATIONS LIEES AU PROJET</u>	7
V.1 / L'avis de l'Autorité Environnementale	7
V.2 / L'avis des Conseils Municipaux	7
V.3 / Les observations du public	7
<u>VI / LES CONSIDERATIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR</u>	8
<u>VII / CONCLUSION ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR</u>	10

RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

I – GENERALITES

I.1 / OBJET DE LA PRESENTE ENQUÊTE

La présente enquête publique a pour objet la demande présentée par la société Latécoère sur le site de Montredon, 4 impasse Montredon 31200 Toulouse, en vue d'obtenir l'autorisation environnementale relative au projet de création et d'exploitation d'une nouvelle usine de pièces élémentaires aluminium.

Elle constitue un préalable obligatoire à l'autorisation préfectorale nécessaire à la réalisation de ce projet.

I.2 / IDENTIFICATION DU RESPONSABLE DU PROJET

Le groupe Latécoère est un acteur historique de l'Aéronautique sur l'agglomération de Toulouse. Implantée depuis 1917 dans la région toulousaine, la société Latécoère a fêté en 2017 son centenaire d'existence dans la région.

La société Latécoère 135, rue de Périole 31079 TOULOUSE cedex 5 est le responsable du projet. Cette société travaille en étroite relation avec les plus grands acteurs du secteur aéronautique, Airbus, ATR, Boeing, Bombardier, Dassault Aviation, Thales, Embraer et STELIA Aerospace en proposant à ses clients des prestations adaptées à leurs besoins en aérostructures (portes d'avion, fuselages) ou en systèmes d'interconnexion (harnais EWIS et ESPACE, meubles avioniques, équipements et systèmes, bancs de test).

Une partie de ses activités industrielles est installée rue de Périole depuis 1934. Implantée à l'origine au milieu des champs, cette usine est aujourd'hui totalement imbriquée dans le tissu urbain dans l'est toulousain au cœur du quartier d'habitations de la Roseraie.

I.3 / IDENTIFICATION DE L'AUTORITE ORGANISATRICE DE L'ENQUÊTE

L'autorité organisatrice de la présente enquête publique est la Préfecture de la Haute Garonne, cité administrative, 2 boulevard Armand Duportal à TOULOUSE.

II – PRESENTATION DU PROJET

II.1 / LE PROJET RETENU

Le projet retenu consiste à transférer une partie des activités de production, de la rue de Périole vers la zone industrielle de Montredon, en construisant une usine neuve répondant aux normes environnementales actuelles aussi bien pour les salariés que pour le voisinage. Cette activité correspond à une volonté forte du groupe de conserver de l'activité manufacturière en France et notamment dans la métropole toulousaine. Le choix du site de Montredon, distant de 9 km de la rue de Périole, doit permettre à l'entreprise de garantir l'emploi sur l'agglomération toulousaine.

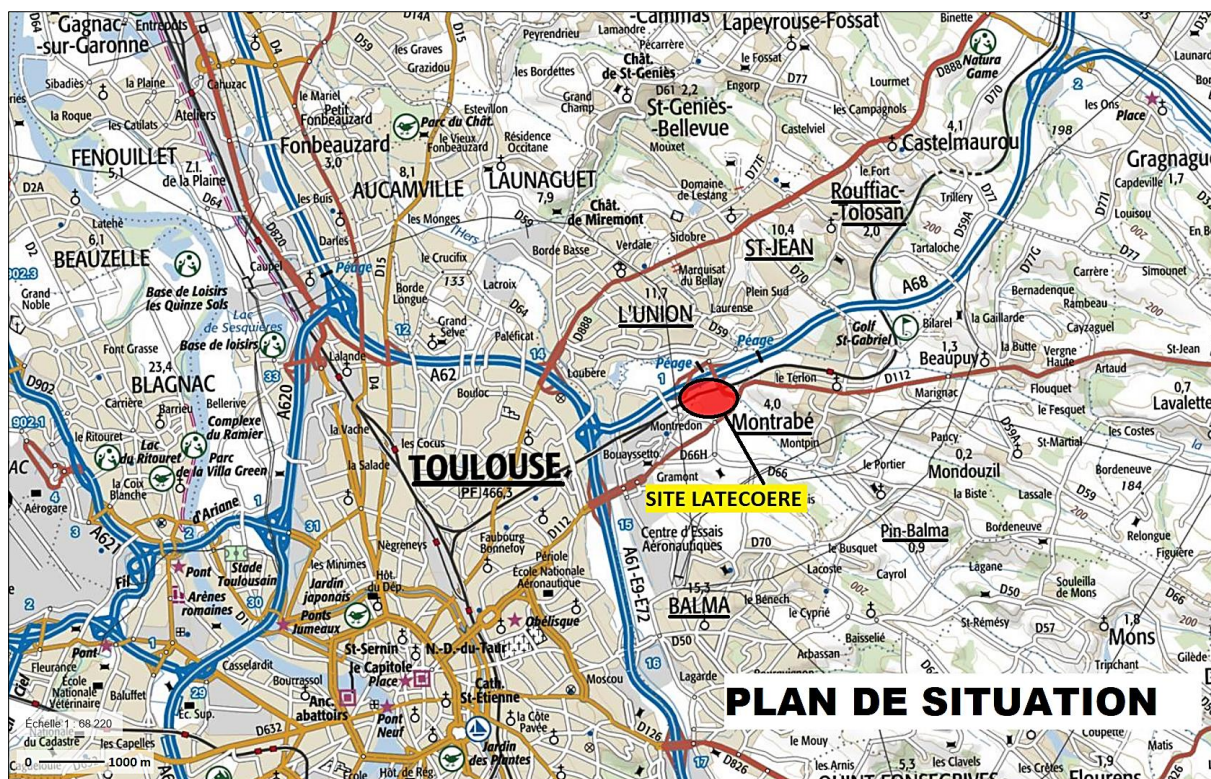
Le site emploiera jusqu'à 180 personnes (y compris le personnel intérimaire et les prestataires). 160 personnes au maximum seront présentes en même temps sur le site (un certain nombre de personnes travaillant en équipe). Le personnel sera transféré du site de Périole. Le personnel de production fonctionnera en 3 x 8, 7 jours sur 7.

Les objectifs de ce projet et de son implantation sont :

- De s'éloigner du cœur de la ville de Toulouse pour être dans une zone industrielle plus appropriée aux activités,

- De rester assez proche de la rue de Périole pour deux raisons : rester proche du siège social pour des facilités de fonctionnement et rester proche pour conserver les salariés. Cette implantation permet aussi de profiter de l'infrastructure de transport de Toulouse Métropole.

Le projet est situé sur la commune de Toulouse (31) dans la zone industrielle de Montredon.



L'objectif du groupe est de faire de la future usine de Montredon une **usine de pièces élémentaires aluminium** end-to-end : la matière entre dans l'usine et des pièces élémentaires terminées et conformes en sortent, toutes dédiées au marché aéronautique.

Le déménagement a été prévu en 2 phases : la phase 1 dont les installations ont été livrées début d'année 2018 et la phase 2 objet de la présente demande d'autorisation environnementale.

Le site de Montredon est actuellement soumis au régime de la déclaration (récépissé du 12 décembre 2016) et réglementé par l'arrêté de prescriptions spéciales du 13 mars 2017. Les installations visées par l'arrêté précité constituent la phase 1 du projet dont les installations sont en fonctionnement.

• La phase 1 a fait l'objet :

- D'une autorisation préfectorale suite au dépôt d'un dossier de déclaration au titre des installations classées ;
- D'un **permis de construire** délivré le 25 janvier 2017 ;
- D'une **déclaration au titre de la loi sur l'eau** remise le 16 janvier 2017 ;
- D'une « **demande de dérogation à l'article L-411-1 du Code de l'environnement** » (au dérangement d'individus, à la destruction, l'altération, ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'animaux d'espèces animales protégées) qui a fait l'objet de l'**arrêté préfectoral du 18 mai 2018**.

Au cours de l'évolution du projet, des modifications notables ont été apportées au projet initial et la situation administrative a été mise à jour avec les dossiers suivants :

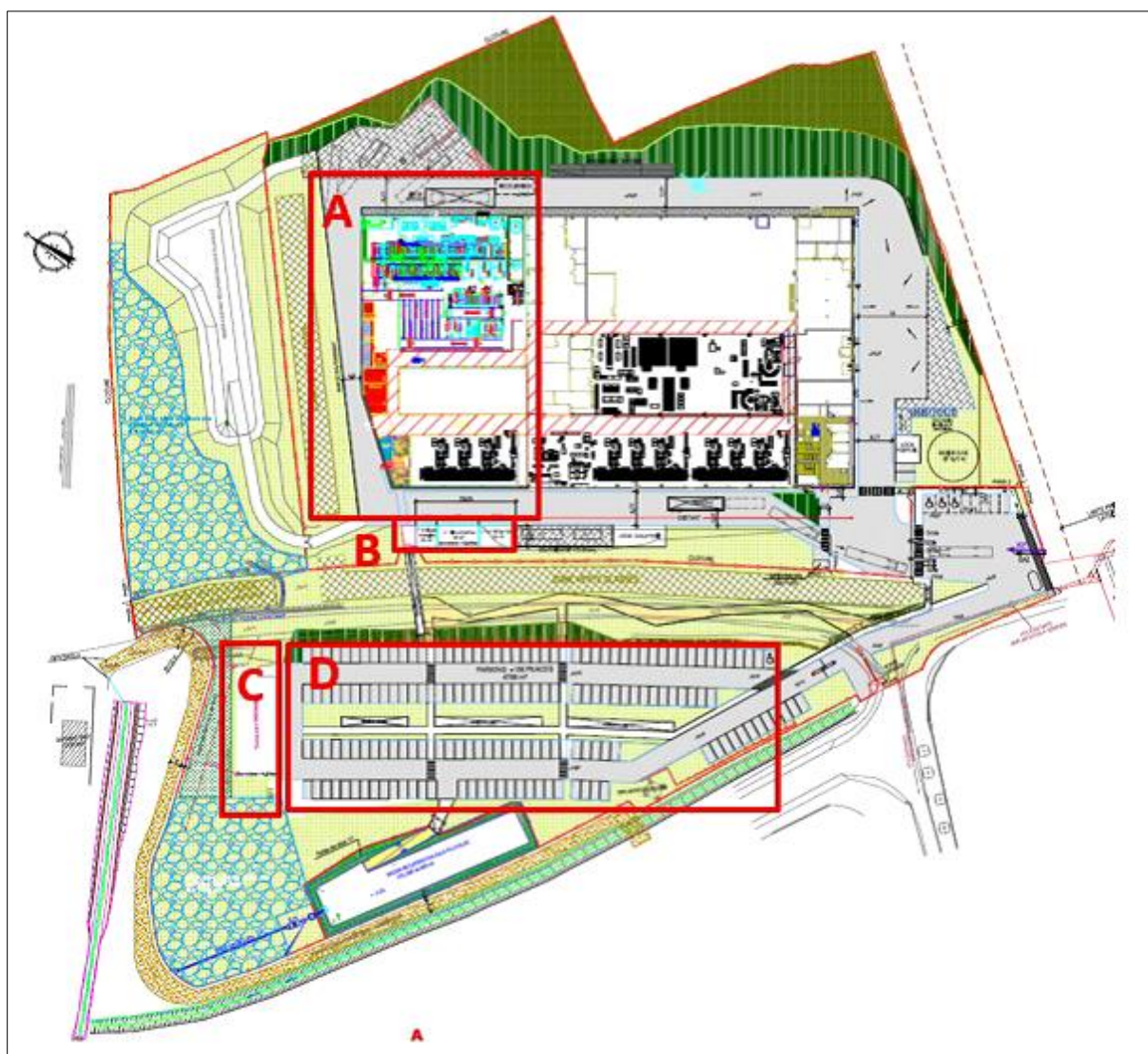
- Une autorisation de **Permis de Construire Modificatif** délivrée le 18 janvier 2018 ;
- Un **Porter à connaissance relatif au dossier Loi sur l'Eau** a été déposé en janvier 2018 ;

- Le dossier **CNPN** amendé a été déposé en mars 2018 (comme le CNPN initial, il prend toujours en compte la phase 2 du projet, et en a profité pour intégrer les évolutions liées aux deux phases) ;
- Un **Plan de gestion du site de compensation** (LAUNAGUET) de Février 2018, réalisé conformément à l'arrêté préfectoral initial (13 mars 2017) ;

La construction du bâtiment principal dédié à la fabrication de pièces aéronautiques ainsi que des espaces extérieurs (voie d'accès, parking, clôtures périmétriques, fossés, bassins de rétention, espaces verts) a été réalisée durant la phase 1.

• La phase 2, **objet de la présente demande d'autorisation environnementale**, concerne la réalisation de la suite du projet :

Lors de la phase 2 de son projet, l'exploitant créera une extension en façade ouest du bâtiment principal de la phase 1. La mise en exploitation de la phase 2 est prévue pour le mois d'octobre 2019, pour un démarrage de la production début 2020.



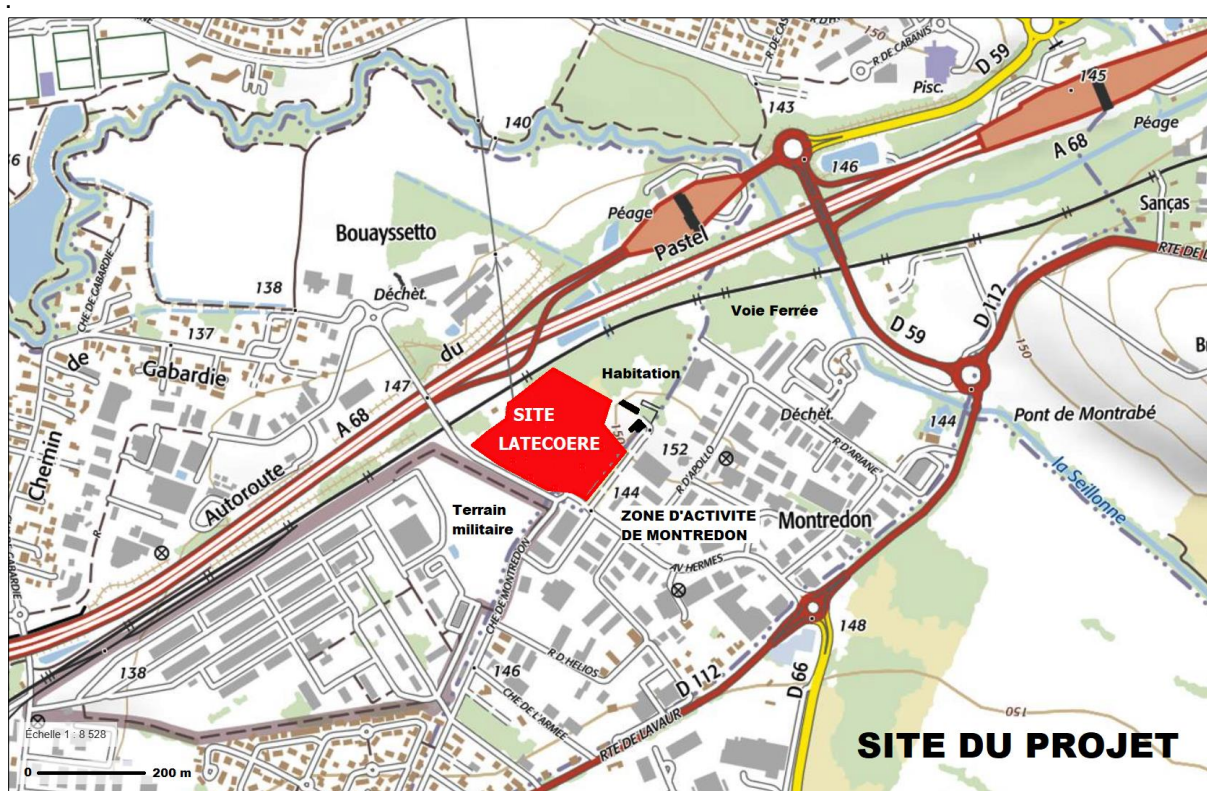
La phase 2 concerne les parties encadrées en rouge qui sont rajoutées aux installations existantes conformément au schéma ci-dessus :

- Partie A : extension en façade Ouest du bâtiment principal de la phase 1 pour l'accueil de l'activité de protection de surface ;

- Partie B : Locaux techniques ;
- Partie C : Restaurant ;
- Partie D : Ombrières photovoltaïques sur le parking ;

La phase 2 comprend également l'adaptation des voiries aux modifications et la modification du parking (160 places).

Le site implanté dans la **zone d'activité de Montredon** est bordé au Sud-Ouest par un terrain militaire, au Nord-Est par une habitation, au Nord par l'A 68 et une voie ferrée ainsi qu'un terrain privé où un bois est présent. L'accès se fait à partir du chemin de Montredon par des voiries dans la zone industrielle qui rejoignent les RD 112 et RD 59 puis l'A 68.



La société LATECOERE est propriétaire du terrain qui représente une surface totale d'environ 4 ha, assise sur les parcelles cadastrées suivantes de la commune de Toulouse : section AH, parcelles n°5, 14, 15, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 26 et 32 pour partie.

À l'issue des deux phases, le bâti représentera une superficie totale de 9 200 m².

L'accès au site se fait par une entrée seulement. Une voirie fait le tour du bâtiment principal pour permettre la circulation des véhicules. Seuls les véhicules le nécessitant circulent autour du bâtiment (réceptions, expéditions, maintenance, évacuation déchets, etc.). Le personnel stationne directement sur le parking via une barrière d'accès distincte. L'ensemble du site est clôturé. La surveillance du site est assurée 24 heures sur 24 par un système de caméras et de détection incendie reporté sur le poste de garde de Périole, au niveau duquel un agent de surveillance est posté en permanence.

Au titre du code de l'urbanisme, le permis de construire a été accordé le 18 janvier 2018 pour la phase 1. Pour la phase 2, une demande de permis de construire a été déposée le 4 septembre 2018 et est actuellement en cours d'instruction.

II.2 / DESCRIPTION DES ACTIVITES

Cette extension en façade ouest du bâtiment principal objet de la demande d'autorisation environnementale accueillera les activités suivantes :

- Extension de l'atelier usinage ;
- Atelier de protection des surfaces :

- chaîne automatique de traitement de surfaces ;
- contrôle non destructif (ressuage) intégré à la chaîne automatique ;
- peinture : local de préparation peinture, cabines d'application peinture liquide, cabine d'application peinture poudre, étuves de désolvatation, étuves de séchage, marquage.

• L'activité du site consistera en :

- Réception de la matière première (débits pré-surfacés issus de tôles épaisses pour l'usinage, tôles fines pour la tôlerie principalement).
- Transformation de la matière première en pièces élémentaires non protégées :
Usinage ;
Tôlerie (qui nécessite de la trempe) ;
Ajustage manuel.
- De la protection de surface afin de protéger les pièces élémentaires contre la corrosion :
Traitement de surface ;
Contrôle non-destructif (ressuage) ;
Peinture.
- Du petit assemblage de plusieurs pièces élémentaires (qui peut nécessiter des retouches peinture et de mastic PR).
- Expédition des pièces élémentaires terminées vers le hub logistique à Colomiers.

Le site sera également producteur d'électricité par la mise en place d'ombrières photovoltaïques.

II.3 / L'ETUDE D'IMPACT

L'étude d'impact contenue dans le dossier d'enquête publique permet d'identifier les principaux impacts du projet sur l'environnement et les mesures prises par le responsable du projet pour en limiter les effets.

➤ **L'état initial qui a permis d'évaluer la sensibilité de la zone d'étude**

Le site est situé en zone industrielle, principalement constituée d'entreprises et d'établissements recevant du public, en bordure d'une voie ferrée et de la rocade de Toulouse. Une ancienne ferme transformée en habitation avec dépendances se trouve au voisinage du projet.

Le site n'est situé dans aucun Parc Naturel, ni dans le périmètre d'une réserve naturelle ou biologique ou sur une zone naturelle du type ZNIEFF ou NATURA 2000.

L'environnement proche du site ne présente pas de sensibilité marquante pour la flore, les continuités écologiques, les espaces et sites naturels, les sols et sous-sols, le paysage et le patrimoine culturel et archéologique.

La zone d'implantation présente un **enjeu fort** pour les **habitats naturels et la faune**, enjeu déjà pris en compte dans le cadre de la demande de la société LATECOERE de dérogation **à l'article L-411-1 du Code de l'environnement** ». En effet, une demande de dérogation exceptionnelle d'intervention sur des espèces protégées et sur leurs habitats a été réalisée pour tenir compte de la présence d'espèces animales (quatre reptiles, six amphibiens, deux mammifères, quatre chiroptères et dix-huit oiseaux) sur le terrain d'implantation du projet. Cette demande a été acceptée au travers de l'arrêté préfectoral n°31-2017-03 du 13 mars 2017, qui prévoit cependant la mise en œuvre de mesures afin d'éviter, réduire, compenser et suivre les effets du chantier sur les espèces protégées identifiées et l'arrêté préfectoral n°31-2018-05 du 18 mai 2018.

Des relevés pédologiques ont été réalisés en novembre 2016 pour confirmer ou infirmer l'existence de zones humides préalablement identifiées d'un point de vue floristique. Ces relevés ont montré le caractère humide des zones situées en limite de parcelle au nord du projet et le long de l'impasse de Montredon (fossés existants). La zone humide située au nord du projet est en partie impactée par la voie d'accès et certains talus du bassin de rétention n°1. Le projet (phase 1 et phase 2) aura une incidence sur des zones humides sur une surface de 0,37 ha environ. Cette incidence a déjà été prise en compte dans l'arrêté préfectoral précité.

➤ Les pollutions et nuisances pendant la phase chantier

Le dossier fait état que les principales pollutions associées au projet LATECOERE concerneront la phase chantier :

- les émissions atmosphériques comprenant principalement des particules et des gaz de combustion (NOx principalement),
- les eaux de ruissellement du chantier susceptibles d'entraîner des particules vers les cours d'eau.

Les nuisances résiduelles issues des travaux de construction sont principalement le bruit et les vibrations dus notamment au fonctionnement des engins de chantiers et aux travaux d'aménagement, les déchets générés et le trafic routier de camions de chantier et des véhicules des ouvriers du chantier.

La principale nuisance liée à la phase travaux est le dérangement d'espèces faunistiques protégées et la destruction d'habitats, qui a fait l'objet de l'**arrêté préfectoral** du 18 mai 2018.

La durée des travaux et la mise en place des installations et équipements sont prévus sur une durée d'environ 8 à 9 mois.

Afin de limiter l'impact des travaux sur la biodiversité, LATECOERE a prévu de mettre en œuvre tous les moyens techniquement possibles pour limiter les inconvénients et les nuisances liés aux phases de travaux (bonne gestion des déchets, trafic routier réalisé en journée, surveillance du chantier, engins et camions conformes aux normes acoustiques, etc.).

➤ Les pollutions et nuisances pendant la phase exploitation

• Effet sur le voisinage :

Suivant les ateliers et activités, le site fonctionne en 3x8, la semaine et le week-end. Le site disposera donc d'un éclairage extérieur (voies de communication, parkings, allées de circulation, aires de stockage, zones de travail extérieures ...) pour les périodes nocturnes.

La conception des dispositifs d'éclairage mis en œuvre ainsi que la localisation du site en contrebas des habitations permettent de ne pas générer de nuisances pour le voisinage.

• Effet sur l'eau et la consommation d'eau :

Aucun cours d'eau ne traverse le site d'étude. Les principaux cours d'eau présents dans l'environnement du site sont les suivants :

- *La Sausse*, située à environ 300 m au Nord du site,
- *La Seillone*, affluent de la *Sausse* située à environ 550 m à l'Est du site,
- *L'Hers*, situé à environ 1,2 km à l'Ouest du site.

La consommation d'eau potable sera significative sur le futur site de Latécoère, notamment en raison d'un usage pour le traitement de surfaces. Cette consommation est estimée à 5 000 m³/an. Le site sera alimenté en eau par le réseau de distribution de la zone industrielle. Aucun prélèvement ne sera effectué dans le milieu naturel.

Les eaux pluviales collectées au niveau des toitures des bâtiments seront ensuite rejetées dans le fossé existant, après passage dans un ouvrage de rétention afin de réguler le débit de rejet. Le milieu récepteur final des rejets d'eaux pluviales est L'Hers Mort (via La Sausse) ou la masse d'eau souterraine libre Alluvions de Garonne moyenne et du Tarn Aval, la Save, l'Hers Mort et le Girou, par infiltration. Les eaux pluviales issues des voiries et du parking seront traitées dans un séparateur à hydrocarbures, après passage dans un ouvrage de rétention dédié. Ces eaux seront rejetées dans le milieu naturel, via un fossé. Le milieu récepteur final sera identique à celui des eaux pluviales des toitures.

Les eaux usées issues des sanitaires sont rejetées dans le réseau eaux usées de LATECOERE qui rejoindra le réseau communal de Toulouse Métropole.

Les eaux de lavage de l'atelier du bâtiment principal seront rejetées dans le réseau des eaux usées, puis dans le réseau communal.

Les eaux issues du restaurant d'entreprise passeront dans un séparateur d'huile avant d'être rejetées dans le réseau des eaux usées, puis dans le réseau communal.

Les effluents industriels aqueux de l'installation de traitement de surfaces seront envoyés dans une unité de traitement interne des effluents liquides pour être transformés en déchets « concentrés », stockés dans des cuves de stockage avant d'être récupérés par une société extérieure et traités dans une filière appropriée. Ainsi le traitement de surfaces est de type « zéro rejet liquide ».

• Effet sur l'air

Les installations projetées du site LATECOERE seront à l'origine des rejets atmosphériques suivants :

- Des polluants atmosphériques généraux (poussières, oxydes d'azote, dioxyde de soufre), des COV et des particules issus des activités et procédés,
- Des gaz de combustion (CO, CO₂, NO_x, SO₂) en provenance du local chaufferie et des brûleurs des cabines de peinture fonctionnant au gaz naturel,
- Des polluants atmosphériques (CO₂, NO_x, PM10, COV) provenant des émissions engendrées par le transport.

Les émissions atmosphériques sont traitées avant rejet à l'atmosphère par les moyens suivants :

- Pour l'activité de traitement de surfaces : laveur de gaz par ruissellement d'eau à contre-courant du flux de gaz. Pour les rejets issus du laveur de gaz (autres que chrome VI), l'exploitant retient les valeurs limites réglementaires les plus pénalisantes entre les valeurs limites définies dans l'arrêté ministériel 2565 (AM) et celles définies dans le guide des meilleures techniques disponibles (MTD), comme indiqué dans le tableau suivant :

Polluant	Concentration limite retenue (mg/Nm ³)
Acidité totale	0,5 (AM)
Acide fluorhydrique	2 (AM)
Cr total	1 (AM)
Alcalins	10 (AM)
Oxydes d'azote	200 (AM)
Dioxyde de soufre	10 (MTD)
Ammoniac	10 (MTD)

- Pour le chrome VI, l'exploitant estime qu'il rejettera 0,119 kg par an.
- Pour l'activité de peinture : filtration des particules (aérosols) avant rejet,
- Pour l'activité de travail des métaux : filtration absolue des machines d'usinage et de découpe (99,9 % garantis par le constructeur) avec rejet à l'intérieur du bâtiment.

Les rejets de gaz de combustion proviennent de la chaufferie et des brûleurs associés aux cabines de peinture. Les brûleurs permettent de chauffer l'air circulant à l'intérieur des cabines de peinture pour permettre le séchage des pièces ou le maintien en température des cabines.

L'évaluation quantitative des risques sanitaires réalisée montre que les niveaux d'exposition obtenus pour les polluants sont inférieurs aux valeurs limites pour la protection de la santé humaine.

• Effets sur la pollution des sols et du sous-sol

En fonctionnement normal, l'installation ne sera à l'origine d'aucun rejet dans les sols ou sous-sols. Des produits dangereux pour l'environnement seront stockés sur le site. Cependant, leur stockage et leur utilisation se feront sur des zones imperméabilisées. En cas d'épanchement accidentel, aucune pollution n'est attendue.

Il n'existe pas de captage pour l'eau potable sur les cours d'eau l'Hers, la Sausse et la Seillonne ni dans les masses d'eau circulant sous le site.

• Effets sur le bruit, vibrations et odeurs

L'habitation la plus proche est située en limite de propriété.

Latécoère a intégré la dimension acoustique dans la conception de son projet : étude acoustique de ses installations de Périole, orientation sur les choix des matériaux de construction, protection acoustique d'équipement.

Les principales activités génératrices de bruit en fonctionnement normal sur le site seront les suivantes :

- Les ventilateurs d'extraction (installés en phases 1 et 2 du projet),
- Les centrales de traitement d'air (installées en phases 1 et 2 du projet),
- Les splits (installés en phase 1 du projet),
- Les groupes de réfrigération (installés en phases 1 et 2 du projet),
- La chaufferie (installée en phase 1 du projet),
- Les compresseurs (installés en majorité en phase 1 du projet),
- Les cheminées (installées en phases 1 et 2 du projet),
- Les opérations liées au travail des métaux (prévues en phases 1 et 2 du projet),
- Les groupes hydrauliques (prévus en phase 1 du projet).

S'agissant des nuisances liées au bruit, les dispositions constructives prises à la conception et les mesures de réduction envisagées (filtres acoustiques) permettent de s'assurer de l'absence de nuisances. Les niveaux sonores générés par les installations projetées respecteront les valeurs réglementaires en limites de propriété et au niveau des zones à émergence réglementée les plus proches.

Les émetteurs potentiels de vibrations sont identiques aux émetteurs de bruits listés ci-dessus. Aucun équipement n'est susceptible de provoquer des vibrations sensibles pour le voisinage.

La société LATECOERE prévoit la mise en œuvre de peintures à base de solvants. Ces derniers peuvent être à l'origine de nuisances olfactives. Toutefois, compte tenu de l'implantation de cette activité sur le site, celle-ci n'est pas susceptible de générer des odeurs perceptibles au-delà des limites du site.

• Effets sur le trafic

Le trafic généré par le fonctionnement du site (entrées/sorties) est exclusivement routier. L'accès au site se fera par les voiries publiques.

Le trafic relatif aux activités de LATECOERE après projet a été estimé au maximum à environ 200 véhicules légers, 12 fourgonnettes/camionnettes, et 13 camions par jour, ce qui équivaut à une augmentation de trafic de 0,5% au trafic moyen journalier de l'A68.

L'accès au site s'effectue depuis l'autoroute A 68 via les RD 59 et RD 112 puis les voiries de la zone d'activité. Les installations projetées ne généreront pas une augmentation significative du trafic qui concernera peu de poids-lourds, sur des voies dont les caractéristiques techniques sont adaptées.

• Effets sur les déchets

LATECOERE produira des déchets dangereux liés à son activité. Ces déchets seront principalement issus des bains du traitement de surface (incluant le ressuage). Ces eaux seront concentrées grâce au process de traitement de l'eau avec un évaporateur. Ces « eaux concentrées » seront stockées dans des cuves avant enlèvement par une société habilitée et destruction dans une filière agréée.

LATECOERE produira également des déchets de types métalliques (chutes de découpe des tôles) et d'autres types de déchets dangereux (chiffons souillés, huiles usagées, etc...) directement évacués vers les filières appropriées.

Les quantités estimées pour chaque type de déchets sont les suivantes :

- Déchets Non Dangereux (DND) : déchets ménagers, papier, carton, bois, ferrailles, DIB pour une quantité annuelle estimée à 92 tonnes ;
- Déchets Dangereux (DD) solides : chiffons, emballages souillés, aérosols pour une quantité annuelle estimée à 15 tonnes ;
- Déchets Dangereux (DD) liquides : eaux concentrées du traitement de surface, déchets des cabines de peinture, micro-assemblage, maintenance, atelier machine-outil, séparateurs d'hydrocarbures pour une quantité annuelle estimée à 380 tonnes ;
- Déchets spéciaux (DS) : piles et batteries, DEEE pour une quantité annuelle estimée à 1 tonne ;
- Déchets métalliques souillés : aluminium, ferraille pour une quantité annuelle estimée à 1000 tonnes ;

La quantité totale prévue de déchets générés par les activités de l'installation sera de 1488 tonnes/an dont 400 tonnes/an environ de déchets dangereux.

• Effets sur la santé

Une évaluation quantitative des risques sanitaires a été réalisée pour l'ensemble des rejets atmosphériques issus du site en situation projetée. Les voies d'exposition par inhalation et par ingestion ont été retenues. Une sélection des polluants a permis de retenir huit polluants traceurs pour la voie d'exposition par inhalation et un polluant traceur pour la voie d'exposition par ingestion, présentant des effets à seuils et cancérogènes. Les niveaux d'exposition obtenus pour les polluants sont inférieurs aux valeurs limites pour la protection de la santé humaine. De plus, l'exposition simultanée à tous ces polluants n'engendre pas de risque sanitaire.

Les activités du site ne généreront pas de risques liés :

- Au bruit : les niveaux sonores générés par le site en zone à émergence réglementée respecteront ces valeurs,
- Aux déchets : les déchets produits par le site seront évacués et traités dans les filières de traitement appropriées.

• Remise en état du site

En application des dispositions de l'article D.181-15-2-11° du code de l'environnement, le pétitionnaire a proposé que le site soit remis en état pour un usage compatible avec les usages prévus par les documents d'urbanisme existants. La mairie de Toulouse a été consultée sur cette proposition, par courrier du 14 mars 2018 annexé au dossier. La mairie de Toulouse n'a pas formulé d'avis.

➤ Mesures de compensation

Afin de compenser l'impact du projet sur les individus présents sur le site d'implantation et leurs habitats, des mesures compensatoires ont été mises en place par LATECOERE :

- Mise en place d'un suivi de la recolonisation végétale des terrains mis à nu lors des travaux pendant deux ans avec l'accompagnement d'un écologue ;
- Recréation d'une mosaïque de milieux favorables aux espèces impactées sur un site de compensation situé à Launaguet, à environ 8 km de la zone d'implantation du projet. Ce site, zone humide avérée, a été fortement impacté par l'implantation d'aménagements sportifs. LATECOERE s'est engagé à y restaurer une mosaïque d'habitats pendant 20 ans pour y favoriser la colonisation à long terme des espèces faunistiques et floristiques caractéristiques de ce type de milieu.
- Mise en place d'un suivi des actions écologiques engagées par LATECOERE sur 20 ans par des structures compétentes. Les résultats de ce suivi seront transmis à la DREAL Occitanie.
- Accompagnement de la mairie de Launaguet pour le changement de zonage du site de compensation, lors de son intégration au PLUi-H de Toulouse métropole, pour pérenniser sur le très long terme les actions engagées.
- Amélioration du fonctionnement hydraulique sur le site d'implantation lors de la création d'ouvrages de rétention (fossés, bassins) permettant de mieux réguler le débit des eaux pluviales sur la parcelle.

Une mesure de compensation importante est prévue par LATECOERE, elle consistera en la mise en place d'un plan de gestion sur un site à LAUNAGUET en vue d'améliorer la qualité des habitats des espèces affectées par le présent projet et la fonctionnalité écologique du terrain.

➤ Effets cumulés de l'installation avec d'autres projets connus

Aucun projet n'a été recensé dans le périmètre d'étude pour les années 2015 à 2018.

➤ Mesures mises en œuvre pour réduire les effets des installations

De nombreuses mesures sont prévues pour réduire les effets des installations :

- Mesures d'évitement ou de réduction en phase projet
- Mesures d'évitement ou de réduction en phase travaux
- Mesures d'évitement ou de réduction en phase exploitation
- Mesures de compensations des effets résiduels notables

Ces mesures mises en œuvre par LATECOERE sont détaillées dans le chapitre 8 de la partie C – Etude d'impact.

➤ Remise en état du site

Lors de la mise à l'arrêt définitif des installations, le pétitionnaire s'engage à respecter les dispositions des articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement et indique les mesures prévues pour assurer la mise en sécurité du site et notamment l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets et l'insertion du site dans son environnement.

II.4 / L'ETUDE DE DANGERS

Le demandeur doit fournir une étude de dangers qui précise les risques en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.

Les principaux risques liés aux activités projetées sont :

- Traitement de surfaces : rejets de substances dangereuses, incendie ;
- Peinture, travail mécanique des métaux, stockages de gaz sous pression, incendie ; explosion.

➤ Identification des risques

L'étude de dangers comporte une analyse de l'accidentologie de ces activités, qui montre les principaux risques liés aux activités projetées :

- Traitement de surfaces : rejets de substances dangereuses ; incendie ;
- Peinture, travail mécanique des métaux, stockages de gaz sous pression : incendie ; explosion.

• Risques liés aux produits utilisés

Selon les catégories de produits, des risques peuvent être engendrés : incendie, explosion, déversement accidentel de liquide ou pollution accidentelle par les eaux d'extinction.

• Risques liés au process

Le ponçage, la préparation de peinture et l'application de peinture peuvent générer très localement des atmosphères explosives et des risques d'incendie.

• Risques liés à l'environnement

L'étude de dangers prend en compte les risques naturels. Le site n'est pas concerné par le risque inondation. Le risque d'inondation par remontées de nappe est très faible et n'est pas retenu. De plus, le dossier présente une analyse du risque foudre actualisée en janvier 2018. Elle fait ressortir un besoin de protection contre la foudre et la nécessité de faire réaliser une étude technique, qui définira les caractéristiques précises des moyens de protection à mettre en œuvre.

➤ Analyse préliminaire des risques et évaluation de l'intensité des phénomènes dangereux

Les risques retenus à la suite de cette analyse préliminaire des risques sont :

- Incendie généralisé du bâtiment (scénario 4) ;
- Emissions toxiques :
 - suite à réaction incompatible (scénario 1) ;
 - suite à décomposition thermique d'un bain (scénario 2) ;
 - suite à surchauffe d'un bain (scénario 3a) ;
 - suite à perte de confinement (procédés) (scénario 3c) ;
 - suite à un défaut d'aspiration du traitement des rejets gazeux (scénario 3b) ;
 - suite à une perte de confinement sur l'aire de dépotage (scénario 3d) ;
- Dispersion de fumées toxiques suite à incendie (scénario 5) ;
- Rupture de la canalisation de gaz (jet enflammé ou explosion de nuage) (scénarios 6a et 6b) ;
- Incendie du stockage déchets (scénario 7).

Seul le scénario 5 (dispersion de fumées toxiques suite à l'incendie généralisé) génère des zones d'effets à l'extérieur du site. Il s'agit des effets irréversibles. L'étude a évalué ensuite la probabilité d'occurrence ainsi que la gravité de ce scénario au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005¹. La cinétique de ce phénomène dangereux a été estimée comme lente. Aucun effet domino interne ou externe n'est attendu.

➤ Moyens et mesures de prévention et de protection

L'étude de dangers présente les principales mesures de protection et de prévention qui seront mises en œuvre :

- Mesures constructives :
 - L'extension du bâtiment principal (protection de surfaces, extension usinage, vestiaires, sanitaires) sera séparée du bâtiment actuel par des murs coupe-feu 2h, avec dépassement de 1 m en toiture ;
 - Le stock de matières combustibles, dans l'angle nord-ouest de l'extension sera séparé du reste de l'extension par des murs coupe-feu REI 120 ;
 - Les chaînes de traitement de surfaces sont sur rétentions. Elles sont conçues de façon à tenir compte, en plus des prescriptions générales (dont séparation des produits incompatibles, alarmes en point bas), de la spécificité chimique de chaque type de produit et température associés aux types de bains énoncés ci-dessus. Un revêtement adapté à chaque type d'épanchement sera donc mis en place ;
- Mesures de surveillance et de détection :
 - Du personnel LATECOERE sera systématiquement présent lors de la circulation des véhicules de transport sur le site et sera formé à l'application d'une procédure spécifique à suivre en cas d'épandage accidentel.
 - En cas d'épandage, des kits absorbants (feuilles absorbantes et sacs de vermiculite) seront disponibles à proximité des zones de chargement / déchargement ou des zones de mise en œuvre de produits liquides dangereux. Des exercices réguliers de mise en situation de déversement accidentel seront organisés par LATECOERE,

- Détection gaz,
- Détection fumée (dans le bâtiment principal, dans le local pomperie incendie, dans le local chaufferie),
- Déclenchement par témoin par actionnement des déclencheurs manuels de l'alarme incendie. Ces derniers sont répartis sur l'ensemble du site, dans des endroits accessibles et sont clairement identifiés.

• Mesures de défense contre l'incendie :

- Un réseau eau incendie, alimenté d'une réserve d'eau incendie de 740 m³ pouvant alimenter 6 poteaux incendie (de débit unitaire 60 m³/h pour une pression mini de 1 bar) pendant 2h et 4 RIA simultanément pendant 20 min ;
- Des extincteurs ;
- Un bassin de 846 m³ collectant les eaux de ruissellement des voies de circulation et aires de stationnement, des bâtiments secondaires (532 m³) ainsi que les éventuelles eaux incendie en cas d'incident (310 m³) ;
- Un bassin de 591 m³ collectant les eaux pluviales des toitures des bâtiments, ainsi que les éventuelles eaux incendie.

Le calcul du besoin en eau a été établi. Il conclut à un débit nécessaire de 120 m³/h, qui sera disponible pour les infrastructures en place.

Est également présenté le calcul de la capacité de rétention nécessaire pour retenir sur site les eaux d'extinction et, le cas échéant, les eaux pluviales qui pourraient être polluées. Ce calcul a été réalisé selon le document technique D9A « défense extérieure contre l'incendie et rétentions » et détermine un volume de rétention de 838 m³.

➤ Demande d'adaptations

La société LATECOERE souhaite adapter plusieurs prescriptions ministérielles :

- rubrique 2561 (D) : murs dont mur extérieur REI 120 ; porte donnant vers l'extérieur EI 30 ;
- rubrique 2565 (A) : murs extérieurs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;
- rubrique 2940 (D) : l'installation visée est séparée des installations stockant des matériaux ou des produits inflammables et des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation [...] par un mur coupe-feu de degré deux heures, dépassant d'au moins 1 m en toiture et de 0,5 m latéralement, dans les autres cas ;
- rubrique 2560 (E) : l'installation est implantée à une distance minimale de 10 m des limites de propriété de l'installation.

II.5 / CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DE L'ENTREPRISE

Les capacités techniques et financières de la société LATECOERE sont présentées dans le dossier de demande d'autorisation. La société exerce déjà les futures activités de l'usine de Montredon sur son site situé rue de Périole à Toulouse. LATECOERE est une entreprise internationale, qui possède plusieurs filiales dans le monde. Son siège social est localisé à Toulouse. Le chiffre d'affaires de la société LATECOERE pour l'année 2016 s'est élevé à 655 200 000 €, pour un résultat net de 30 200 000 € ce qui permet de mesurer les capacités techniques et supposer la bonne santé financière de cette entreprise.

II.6 / COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES REGLES D'URBANISME

La compatibilité du projet avec le règlement du Plan Local d'Urbanisme (dernière modification simplifiée du PLU de Toulouse Métropole, approuvée par délibération du 15 mai 2017) est justifiée. Il est à noter que, selon le plan de zonage global du PLU, le terrain d'implantation du projet comporte un espace boisé classé qui sera préservé dans le cadre du projet.

Le projet se situe en zone UE1 (Zone Urbaine économique) du PLU de Toulouse Métropole, zone dédiée à l'économie dans laquelle les industries peuvent être autorisées.

Le projet a fait l'objet d'une demande de permis de construire actuellement en cours d'instruction.

III – LE DOSSIER SOUMIS A ENQUÊTE PUBLIQUE

III.1 / COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le dossier établi par le bureau d'Etudes ALPHARE FASIS 31700 BLAGNAC et mis à l'enquête, est composé de 1 gros classeur, contenant les différentes pièces nécessaires à la demande d'autorisation environnementale.

- **Arrêté préfectoral du 21 septembre 2018** portant ouverture d'une enquête publique sur la demande présentée par la société Latécoère en vue d'obtenir l'autorisation environnementale, relative au projet de création et d'exploitation d'une nouvelle usine de pièces élémentaires aluminium à Toulouse (3 pages) ;
- **Avis d'ouverture d'une enquête publique** (1 page) ;
- **Information sur l'absence d'avis de la MRAe** (Mission Régionale d'Autorité environnementale) du 7 septembre 2018 (1 page) ;
- **Résumé non technique** daté du 22 mars 2018 (40 pages) ;
- **Partie A : Caractérisation du projet** daté du 22 mars 2018 (26 pages et 5 annexes) ;
- **Partie B : Description du projet** daté du 22 mars 2018 (54 pages et 8 annexes dont 3 confidentielles)
- **Partie C : Etude d'impact** datée du 22 mars 2018 (190 pages et 8 annexes) ;
- **Partie D : Etude de dangers** datée du 22 mars 2018 (71 pages et 8 annexes) ;
- **Partie E : Annexes**

Annexe A 1 : plan au 1/25000^{ème}

Annexe A 2 : plan règlementaire – plan de masse au 1/400^{ème}

Annexe A 3 : Actes de vente

Annexe A 4 : calcul Sévés 3

Annexe A 5 : calcul des garanties financières

Annexe B 1 : plan des dispositions coupe-feu

Annexe B 2 : implantation de l'atelier traitement des effluents

Annexe B 3 : plan des poteaux d'incendie

Annexe B 4 : plan du réseau gaz

Annexe B 5 : justificatif du respect des prescriptions générales-rubrique 2560

Autres annexes :

Annexes confidentielles n°1, n°2 et n°4

Annexe C 1 : plans des réseaux

Annexe C 2 : rapport de base

Annexe C 3 : diagnostic écotone

Annexe C 4 : extrait du PLU- zonages UE1 et EBC

Annexe C 5 : étude du risque foudre

Annexe C 6 : rapport EQRS

Annexe EQRS 1 : émissions annuelles par substances par atelier

Annexe EQRS 2 : liste des VTR étudiées

Annexe EQRS 3 : VTR retenues par substances

Annexe EQRS 4 : fiches toxicologiques
Annexe EQRS 5 : caractérisation des rejets ADMS

Annexe C 7 : situation des installations vis-à-vis du BREF STM

Annexe C 8 : demande d'avis sur remise en état

Annexe D 1 : accidentologie BARPI sur le traitement de surface

Annexe D 2 : accidentologie externe –traitement de surface

Annexe D 3 : accidentologie externe peinture

Annexe D 4 : tableau de compatibilité des produits

Annexe D 5 : tableau d'analyse des risques

Annexe D 6 : méthodologie quantification de l'intensité des phénomènes dangereux

Annexe D 7 : étude flumilog

Annexe D 8 : calcul D9/D9A

III.2 / CONTEXTE REGLEMENTAIRE

• Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter

Les installations projetées (usine de pièces élémentaires aluminium) relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L.512-1 du code de l'environnement et le cas échéant, des régimes de l'enregistrement / de la déclaration prévus aux articles L.512-7 et L.512-8 du même code, au titre des rubriques listées ci-dessous :

Le projet objet de la présente demande d'autorisation environnementale qui constitue la phase 2 de l'opération, est soumis à enregistrement au titre de la rubrique 2560, à déclaration au titre des rubriques 2575, 2940, 4441 et 4802 et à autorisation au titre des rubriques 2565 et 3260 (classement prévu des activités du site vis-à-vis du Code de l'Environnement, Livre V – Titre I – Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).

Le présent projet relève de la directive sur les émissions industrielles (IED), il est donc soumis à étude d'impact, en vertu de la rubrique n°1 du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement.

L'installation est également concernée par la rubrique 3260 de la nomenclature des ICPE qui prévoit un rayon d'affichage de 3 km ce qui a été bien pris en compte dans l'arrêté préfectoral portant ouverture de l'enquête.

• L'enquête publique

L'enquête publique est concernée par les articles L 123-1 à L 123-19 et R 123-1 à R 123-27 du code de l'environnement. Conformément à l'article L 123-2, font l'objet d'une enquête publique préalablement à leur autorisation, leur approbation ou leur adoption les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements exécutés par des personnes publiques ou privées devant comporter une évaluation environnementale en application de l'article L 122-1 du code de l'environnement.

IV – ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

IV.1 LA PHASE PREPARATOIRE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

• **18/09/2018** : Décision de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de TOULOUSE, désignant Mr Jean Claude BARTHES, en qualité de commissaire enquêteur, en vue de procéder à la présente enquête publique ;

• **19/09/2018** : Prise de contact par tél. avec Mme MOMMEJA Myriam à la DDT 31 pour procéder à l'organisation de l'enquête ;

• **24/09/2018** : Réception par mail de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique signé du Préfet ;

- **27/09/2018** : Tél. à Mme DUHARCOURT DDT 31 pour signaler que le dossier d'enquête qui aurait dû parvenir au commissaire enquêteur par courrier le 21 septembre n'était pas encore arrivé, laquelle a indiqué au commissaire enquêteur des soucis de courrier à la DDT 31 ;
- **28/09/2018** : Récupération par le commissaire enquêteur du dossier d'enquête publique à Toulouse à la DDT 31 et signature du registre d'enquête ;
- **01/10/2018** : Prise de contact auprès des 5 communes intéressées par le projet pour leur rappeler la nécessité de l'affichage de l'avis d'enquête qui doit intervenir 15 jours avant le début de l'enquête. Rappel également pour ces communes que l'avis du conseil municipal sur le projet est demandé ;
- **01/10/2018** : Prise de contact avec Mme LELANDAIS du site Latécoère pour vérifier si l'affichage réglementaire sur le site avait bien été réalisé ce qu'elle a confirmé (affichage réglementaire sur le portail d'entrée visible de l'extérieur) ;
- **01/10/2018** : Refus de la DDT de communiquer au commissaire enquêteur la synthèse des avis interservices demandées en raison de l'absence d'avis des services de l'Etat dans le dossier (pièces de service internes non communicables) ;
- **08/10/2018** : Prise de contact avec Mme Sandrine GAU du service de la DREAL qui a bien voulu donner au commissaire enquêteur quelques éléments permettant de compléter son information sur le projet.
- **18/10/2018** visite du site du projet sur la commune de Toulouse zone industrielle de Montredon. Rencontre de Mme Lise FORTIN responsable du projet qui a présenté le projet soumis à enquête publique et donné quelques explications sur le fonctionnement des installations actuelles. La visite du site a permis au CE de voir sur le terrain l'implantation des ouvrages existants et des installations prévues ainsi que de situer le site par rapport à son environnement immédiat. Cette visite a laissé au commissaire enquêteur une bonne impression sur la gestion de l'entreprise qui a paru soucieuse de tout mettre en œuvre pour assurer de bonnes conditions de sécurité sur le site.

IV.2 LE DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

• Ouverture de l'enquête publique

Conformément à l'arrêté de Mr le Préfet de la Haute-Garonne en date du 21 septembre 2018, autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête publique, celle-ci s'est déroulée dans les services de la mairie de TOULOUSE, maison de la citoyenneté Toulouse Est 8 bis avenue du Parc siège de l'enquête, du **lundi 15 octobre a 9 h au jeudi 15 novembre 2018 à 18h**, soit 32 jours.

• Publicité

L'avis d'enquête a fait l'objet d'une publicité par voie de presse par les soins de la Préfecture de la Haute-Garonne dans les 15 jours qui ont précédé l'ouverture de l'enquête :

- **la Dépêche du Midi, le mercredi 26 septembre 2018**
- **l'opinion indépendante le vendredi 28 septembre 2018**

Puis dans les 8 premiers jours de l'enquête :

- **la Dépêche du Midi, le mardi 16 octobre 2018**
- **l'opinion indépendante, le vendredi 19 octobre 2018**

Par lettre en date du 4 octobre 2018, la mairie de Toulouse a fait part au commissaire enquêteur de l'important plan d'affichage de l'avis d'enquête mis en place qui a concerné l'accueil au Capitole, la mairie annexe de quartier de La Roseraie siège de l'enquête mais aussi l'ensemble des mairies de quartier de Toulouse soit 15 points d'affichages, ainsi que le site internet de la mairie de Toulouse.

L'avis d'enquête a également fait l'objet d'un affichage dans les mairies des communes concernées par l'enquête publique situées dans un rayon de 3 km du projet :

COMMUNES	Justification de l'affichage	Date affichage avis d'enquête	Date certificat maire
TOULOUSE	Siège de l'enquête	01/10/2018	27/11/2018
L'UNION	Commune concernée par le projet	27/09/2018	21/11/2018
ST JEAN	Commune concernée par le projet	01/10/2018	non reçu
MONTRABE	Commune concernée par le projet	28/09/2018	19/11/2018
ROUFFIAC-T.	Commune concernée par le projet	01/10/2018	non reçu
BALMA	Commune concernée par le projet	04/10/2018	non reçu
PIN-BALMA	Commune concernée par le projet	01/10/2018	15/11/2018

La bonne exécution de cette formalité réglementaire est confirmée par l'établissement de certificats d'affichage reçus à la date d'envoi du rapport d'enquête pour les communes visées ci-dessus.

Cet avis a été publié par les services de l'Etat en Haute-Garonne sur le site internet <http://www.haute-garonne.gouv.fr>

Comme l'exige la réglementation cet avis d'enquête a également fait l'objet d'un affichage sur le site du projet, à l'entrée de l'usine LATECOERE, bien visible en bordure de la voie publique, conformément à l'arrêté du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique.

• Consultation du public

Un dossier d'enquête ainsi qu'un registre d'enquête, à feuillets non mobiles coté et paraphé par le commissaire enquêteur, ont été mis à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête au siège de l'enquête publique mairie de TOULOUSE, maison de la citoyenneté Toulouse Est 8 bis avenue du Parc.

Un dossier d'enquête sans registre a également été mis à la disposition du public dans les communes voisines du projet à savoir : L'UNION, ST JEAN, MONTRABE, ROUFFIAC-TOLOSAN, BALMA et PIN-BALMA.

Le public a pu prendre connaissance du dossier aux jours et heures habituels d'ouvertures des mairies ainsi que sur le dossier dématérialisé consultable sur le site internet des services de l'Etat en Haute-Garonne à l'adresse suivante <http://www.haute-garonne.gouv.fr>.

Le dossier a été également consultable sur un poste informatique mis à la disposition du public pendant la durée de l'enquête au siège de l'enquête indiquée ci-dessus.

Le public a eu la possibilité de consigner des observations, propositions et contre-propositions éventuelles au siège de l'enquête sur le registre d'enquête. Toutes observations ont pu également parvenir par écrit, pendant la durée de l'enquête au commissaire enquêteur en les adressant à l'adresse du siège de l'enquête citée ci-dessus ou bien à la Direction Départementale des Territoires, unités des procédures environnementales (cité administrative 2 Bd armant Duportal 31074 Toulouse) ou encore par voie électronique à : ddt-enquete-publique-icpe@haute-garonne.gouv.fr

• Réception du public

Le commissaire enquêteur a siégé dans les services de la mairie de TOULOUSE, maison de la citoyenneté Toulouse Est 8 bis avenue du Parc, aux jours et heures fixées par l'arrêté préfectoral :

- le samedi 20 octobre 2018, de 9 h à 11 h 30 ;
- le jeudi 25 octobre 2018, de 14 h à 17 h ;
- le mardi 30 octobre 2018 de 9 h à 12 h ;
- le jeudi 15 novembre 2018 de 15 h à 18 h jour de clôture de l'enquête ;

Cette enquête a peu mobilisé le public et aucun incident n'est venu troubler son déroulement.

A l'issue de l'enquête à la fin de la dernière permanence, le jeudi 15 novembre 2018, à 18 h le commissaire enquêteur a clos et signé le registre d'enquête.

Conformément à la procédure (article 6 de l'arrêté préfectoral du 21/09/2018), dans les 8 jours après l'expiration de l'enquête le commissaire enquêteur a notifié, par courrier électronique et par voie postale, le PV de synthèse des observations du public qui a été reçu par le responsable du projet le vendredi 16 novembre 2018.

Le mémoire en réponse a été reçu, dans le délai de 15 jours le samedi 24 novembre 2018, par le commissaire enquêteur par courrier en recommandé avec accusé de réception (joint en annexe).

V – LES OBSERVATIONS LIEES AU PROJET

V.1 L'AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE

L'article R 122-6 du code de l'environnement soumet tout projet faisant l'objet d'une étude d'impact à l'avis de l'autorité environnementale compétente dans le domaine de l'environnement. Cet avis qui intervient avant l'enquête doit être rendu dans les 2 mois à compter de la date de réception du dossier complet.

Par mail reçu par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de la région Occitanie le 3 juillet 2018, l'unité interdépartementale Haute-Garonne-Ariège de la DREAL a sollicité l'avis de l'Autorité Environnementale sur le projet d'atelier aéronautique sur la commune de Toulouse au titre des articles L.122-1 et suivants et R.122-1 et suivants du Code de l'Environnement relatifs à la procédure d'évaluation environnementale d'un projet.

L'Autorité Environnementale n'a pas émis d'avis dans le délai qui lui était imparti, soit avant le 3 septembre 2018.

V.2 L'AVIS DES CONSEILS MUNICIPAUX

Conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2018, les conseils municipaux des communes concernées par le projet ont été appelés à donner un avis sur la demande d'autorisation environnementale, dès l'ouverture de l'enquête.

COMMUNES	Date Délibération	Avis sur le projet
TOULOUSE	21/11/2018	Observations (voir ci-dessous)
L'UNION		
SAINT JEAN		
MONTRABE		
ROUFFIAC-TOLOSAN		
BALMA		
PIN-BALMA		

Seule la commune de TOULOUSE a émis un avis sur le projet LATECOERE. Cet avis porte sur le rayon d'affichage, les nuisances sonores, l'accident majeur qui conduirait à l'émission de fumées nocives par rapport à l'habitation voisine du projet.

Pour les 6 communes qui n'ont pas émis d'avis sur le projet, celui-ci peut être considéré comme favorable.

➤ Observations de la commune de Toulouse (lettre du 21/11/2018)

• Observation n°1 :

Dans le dossier d'enquête il est indiqué que seule l'agglomération de Toulouse et la commune de Toulouse sont concernées par le rayon d'affichage d'où la nécessité de préciser que le rayon d'affichage concerne les communes de Toulouse, l'Union, Montrabé, Saint-Jean, Rouffiac-Tolosan, Balma et Pin-Balma.

| Commentaire du commissaire enquêteur :

La rubrique 3260 de la nomenclature des ICPE détermine un rayon d'affichage de 3 km pour l'enquête publique. Cette enquête concerne donc les communes de Toulouse, L'Union, St Jean, Montrabé, Rouffiac-Tolosan, Balma et Pin-Balma.

Cette erreur relevée dans le dossier est sans conséquence sur la régularité de l'enquête publique puisque l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2018 stipule bien que l'affichage de l'avis d'enquête sera affiché, 15 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique, par les soins des maires des 7 communes indiquées. Cette formalité a bien été accomplie par ces communes.

• **Observation n°2 :**

Les activités exercées sur le site seront associées à un certain nombre de sources sonores, dont certaines sont déjà existantes car liées à la phase 1 du projet déjà en exploitation. Vont ainsi s'ajouter les notamment les émissions sonores liées aux nouveaux ventilateurs d'extraction, centrales de traitement d'air, groupes de réfrigération, cheminées et opérations complémentaires de travail des métaux.

Cependant le dossier d'étude d'impact précise qu'une nouvelle étude est en cours de réalisation par DELHOM ACOUSTIQUE et que les niveaux sonores générés par les installations projetées devront permettre de respecter les seuils admissibles en limite de propriété et au niveau des zones à émergence réglementée les plus proches. Il est indiqué également qu'une nouvelle étude acoustique sera réalisée pour vérifier que les émissions de bruit seront conformes à la réglementation, lors de l'exploitation des installations. Il aurait cependant été souhaitable que les résultats de l'étude acoustique fassent partie intégrante de l'étude d'impact afin de pouvoir juger des nuisances acoustiques éventuelles et que, si nécessaire, des dispositions puissent être d'ores et déjà prévues dans le projet en vue de réduire les émissions (il convient de rappeler la présence de 2 habitations en limite Nord-Est de propriété, alors que l'activité d'usinage fonctionnera en 3x8).

Commentaire du commissaire enquêteur :

Les dispositions constructives prises à la conception et les mesures de réduction envisagées (filtres acoustiques) permettent de s'assurer de l'absence de nuisances liées au bruit. Les niveaux sonores générés par les installations projetées devraient respecter les valeurs réglementaires en limites de propriété et au niveau des zones à émergence réglementée les plus proches.

Une fois le projet terminé, une nouvelle étude acoustique sera réalisée pour vérifier que les émissions de bruit résiduelles sont conformes à la réglementation, lors de l'exploitation des installations.

En ce qui concerne le bureau d'études acoustique, celui-ci a pour mission d'identifier toutes les contraintes acoustiques à mettre sur toutes les sources sonores présentes. Une fois les travaux réalisés, il est en charge de la vérification de la conformité acoustique de chaque équipement. Dès la première phase, le bureau d'études avait intégré l'extension.

A noter que le propriétaire riverain interrogé par le commissaire enquêteur lors de la permanence du 30/10/2018, sur les nuisances dues au bruit de l'usine déjà en place, n'a fait aucune observation sur ce point.

• **Observation n°3 :**

L'accident majeur sur le site est constitué par un incendie généralisé du bâtiment de préparation de surface qui conduirait à l'émission de fumées nocives à hauteur d'homme et d'habitations voisines. Bien que la probabilité de l'incident soit très réduite et la cinétique lente permettant une mise à l'abri des personnes, il convient de s'assurer que les procédures en cas d'incendie prévoient l'information des riverains concernés, tout comme celle du gestionnaire de l'autoroute voisine.

Commentaire du commissaire enquêteur :

Seul le scénario 5 (dispersion de fumées toxiques suite à l'incendie généralisé du bâtiment de protection de surfaces) peut générer des zones d'effets à l'extérieur du site qui peuvent impacter la parcelle habitée voisine du projet. Il s'agit des effets irréversibles. L'étude a évalué la probabilité d'occurrence ainsi que la gravité de ce scénario au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005. La cinétique de ce phénomène dangereux a été estimée comme lente. Aucun effet domino interne ou externe n'est attendu.

Compte tenu de l'évaluation qui en a été faite dans l'étude de dangers et des réponses apportées par le responsable du projet aux interrogations du public, le commissaire enquêteur considère que l'exposition à ce risque est acceptable.

Ce sont les services de secours extérieurs qui sont en charge des éventuelles évacuations des riverains. Le SDIS va établir un plan ETARE pour coordonner son intervention.

V.3 LES OBSERVATIONS DU PUBLIC PENDANT L'ENQUÊTE

Toutes les personnes susceptibles d'être intéressées par le projet ont eu la possibilité de s'informer et formuler des observations écrites, orales ou par voie électronique. Néanmoins malgré la publicité réglementaire réalisée, qui s'est pourtant traduite par un important plan d'affichage et dans les journaux, cette enquête a peu mobilisé la population. L'absence d'intérêt pour cette enquête ne semble pas provenir d'un manque d'information du public mais plutôt du fait qu'il s'agit d'une enquête portant sur un site situé dans une zone industrielle à l'écart d'une zone urbanisée mais vraisemblablement aussi par le fait qu'il s'agit d'une extension d'une usine existante déjà en place sur ce même site.

Cela étant le commissaire enquêteur a reçu le propriétaire de la seule habitation située en limite du projet, qui a fait part de ses sentiments sur le projet et a formalisé par voie électronique ses inquiétudes essentiellement par rapport aux rejets de polluants atmosphériques et également sur les mesures prévues en cas d'incendie majeur.

Lors de la 1^{ère} permanence le samedi 20 octobre 2018 à la mairie annexe de Toulouse (La Roseraie), le commissaire enquêteur a reçu 1 personne, Mr MOSSE Jean Pierre habitant Toulouse, ce qui a fait l'objet d'un entretien oral et d'une contribution qui a été portée sur le registre d'enquête.

Lors de la 2^{ème} permanence le jeudi 25 octobre 2018 à la mairie annexe de Toulouse (La Roseraie), le commissaire enquêteur n'a reçu aucune personne et le registre d'enquête comportait toujours une seule observation.

Lors de la 3^{ème} permanence le mardi 30 octobre 2018 à la mairie annexe de Toulouse (La Roseraie), le commissaire enquêteur a reçu 1 personne, Mr GIRAUD-PEILLUD Dylan habitant Toulouse riverain du projet, ce qui a fait l'objet d'un entretien oral et de 2 contributions qui ont été portées ensuite par voie électronique sur la messagerie de la DDT 31 par le même requérant.

Lors de la 4^{ème} permanence le jeudi 15 novembre 2018 à la mairie annexe de Toulouse (La Roseraie), le commissaire enquêteur n'a reçu aucune personne et le registre d'enquête comportait une seule observation à la clôture de l'enquête.

Ces observations qui ne peuvent être émises que pendant la durée de l'enquête se décomposent comme suit :

Mode d'expression des observations	Lieu EP : Mairie annexe de Toulouse (La Roseraie)	Total
Inscription sur le registre	1	1
Courrier	0	0
Courrier électronique	2	2
Total Général		3

➤ Contribution de Mr Mossé Jean Pierre, 24, rue T. Le Nôtre 31500 Toulouse (Oral + registre le 20/10/2018)

• Observation n°1 :

Estime que les chiffres annoncés concernant le trafic journalier sont largement sous-estimés. Le problème majeur est comme toujours le sous-dimensionnement de la voirie en général sur Toulouse ou l'emprise de gestion de Toulouse Métropole.

Réponse du responsable du projet :

Les estimations de trafic présentées dans le tableau n°14 de l'étude d'impact ne sont pas sous-estimées et nous paraissent toujours pertinentes.

Commentaire du commissaire enquêteur :

Le trafic généré par les activités de LATECOERE a été estimé au maximum à environ 200 véhicules légers, 12 fourgonnettes/camionnettes, et 13 camions par jour, ce qui équivaut à une augmentation de trafic de 0,5% au trafic moyen journalier de l'A68.

L'accès au site s'effectue depuis l'autoroute A 68 via les RD 59 et RD 112 puis par les voiries de la zone d'activité de 6 m de largeur environ et en bon état. Les installations projetées ne généreront pas une augmentation significative du trafic qui concernera peu de poids-lourds, sur des voies dont les caractéristiques techniques sont suffisantes.

L'impact sur le trafic de la circulation des véhicules liés à LATECOERE peut être qualifié de négligeable mais viendra s'ajouter au trafic déjà saturé de la rocade de Toulouse aux heures de pointe, préoccupation qui devrait être prise en compte par le Plan de Déplacement Urbain de Toulouse Métropole.



• **Observation n°2 :**

Absence dans le dossier de l'avis DREAL.

Réponse du responsable du projet :

Pas concerné.

Commentaire du commissaire enquêteur :

L'Autorité Environnementale, n'a pas émis d'avis dans le délai qui lui était imparti ce qui est un cas de figure prévu par la réglementation. Cet avis de l'AE, service compétent pour apprécier la qualité du dossier notamment de l'étude d'impact et de dangers, aurait permis d'éclairer le public sur la manière dont le responsable du projet a pris en compte les enjeux environnementaux ainsi que le commissaire enquêteur qui aurait disposé de la vision experte des services de l'Etat sur ce projet

➤ **Contribution de Mr Giraud-Peillud Dylan, 2, Impasse de Montredon 31200 Toulouse (Oral + voie électronique le 05/11/2018)**

Il s'agit des occupants de l'habitation située sur la parcelle voisine du site LATECOERE actuellement occupée par Mr et Mme Jean-Claude GIRAUD. .

Leur inquiétude bien légitime porte essentiellement sur les rejets de polluants atmosphériques par l'extension de l'usine LATECOERE et des propositions sur des aménagements du site propre à réduire ces nuisances. Les différentes observations émises sont les suivantes :

Le requérant rappelle les chiffres de polluants atmosphériques, qui semblent énormes, relevés dans le rapport qui semblent le plus significatifs (page 35 de la partie C) et qui sont de nature à inquiéter les riverains :

- COV : 25 tonnes par an
- Oxyde d'azote : 23 tonnes par an
- La présence sur le site de 3 cheminées principales de diamètre 50 cm, 80 cm et 1m avec des capacités d'extraction cumulées de 50 000 m3/h.

Les retombées de ces polluants atmosphériques (annexe C6 pages 34 et suivantes) sur les points de relevés H1/ E1/E2/E3/E4/E5, H1 représentant l'habitation de M et Mme GIRAUD, laissent très largement apparaître une concentration massive de ces polluants sur la zone H1.

On peut relever page 35 de l'annexe C6 les concentrations moyennes annuelles de polluants dans l'air ci-dessous :

- Oxyde d'azote : la norme à ne pas dépasser est de 40, la concentration annuelle moyenne est de 19 micro gramme en H1 contre 4 pour le plus pollué des autres sites, soit près de 5 fois plus sur l'habitation.
- Dioxyde de soufre même constat, la concentration dans l'air est 5 fois plus importante sur l'habitation que sur les autres sites contrôlés ...
- Pour tous les polluants l'habitation est 4 à 5 fois plus impactée que le plus pollué des autres sites analysés, cela est clairement repris dans les courbes d'iso concentration (page 37 et suivantes de

l'annexe C6) qui montrent que l'habitation H1 se situe systématiquement dans la zone orange foncé (voire rouge pour l'oxyde d'azote).

Une fois dressée la liste de ces inquiétudes ce requérant émet les observations suivantes :

• **Observation n°1 :**

Concernant le nouveau bâtiment je souhaiterais avoir confirmation sur les points suivants :

- Hauteur des bâtiments en comparaison des bâtiments actuels (j'ai relevé dans le rapport 9 mètres pour la future construction et 12 mètres pour l'actuelle mais est-ce avec ou sans les installations techniques de toiture).
- Est-il possible d'avoir un visuel du futur bâtiment pour juger de son intégration dans le paysage et mieux identifier l'emplacement des cheminées.



Réponse du responsable du projet :

- La hauteur du nouveau bâtiment est identique au bâtiment actuel.
- Le visuel des bâtiments est joint.

Commentaire du commissaire enquêteur :

L'extension projetée est de même hauteur que le bâtiment déjà construit avec une toiture de forme plate.

• **Observation n°2 :**

Lors de nos échanges avec Mme LELANDAIS nous avons évoqué 2 points sur lesquels je souhaite avoir des confirmations :

- Le COV semblait ne pas être un problème car il s'agit de substances sans impact pour la santé humaine, ai-je bien compris ?
- L'oxyde d'azote aurait été très fortement majoré dans l'étude et ne correspondrait pas à la réalité, à la réflexion je ne saisis pas bien cette explication et voudrais avoir sur ce sujet plus de précisions.

Réponse du responsable du projet :

Les risques des substances sur la santé humaine sont effectivement explicitées dans l'annexe C6 « Evaluation quantitative des risques sanitaires » (EQRS).

Les COV et l'oxyde d'azote font partie des familles de polluants donc peuvent avoir des impacts sur la santé humaine.

Pour chaque substance, les taux acceptables sont différents et ce qu'il est important de vérifier est que les niveaux d'exposition soient acceptables pour la protection de la santé humaine. C'est d'ailleurs l'objet de l'EQRS. Il n'est donc pas pertinent de se focaliser simplement sur les valeurs émises.

La conclusion à la page 63 indique : « Les niveaux d'expositions obtenus pour les polluants sont nettement inférieurs aux valeurs limites pour la protection de la santé humaine. De plus, l'exposition à tous ces polluants n'engendre pas de risque sanitaire ».

Une synthèse est aussi disponible dans le Résumé Non Technique page 18 §3.2.2 et en particulier la synthèse suivant assez similaire « L'évaluation quantitative des risques sanitaires réalisées montre que les niveaux d'exposition obtenus pour les polluants sont inférieurs aux valeurs limites pour la protection de la santé humaine ».

Pour ce qui concerne les valeurs d'émissions, il est assez difficile de les estimer précisément. Par conséquent, à chaque fois, la modélisation est faite avec des majorations (ce qui est pénalisant pour Latécoère, mais sécurisant pour les riverains).

Pour l'oxyde d'azote (entre autres), les effluents sont captés à la source et traités par un laveur de gaz (voir description en partie B page 35-36 § 3.4.2.7). « Son rôle consiste à faire passer les polluants disséminés dans le flux d'air à travers un liquide de lavage (eau) qui ruisselle sur un garnissage de façon à augmenter la surface de contact entre la solution de lavage et l'air à traiter. »

Ce laveur de gaz nous permet d'être inférieur aux valeurs réglementaires en sortie de laveur de gaz.

Dans la réalité, il se peut qu'on obtienne moins que les valeurs réglementaires. Il est cependant difficile de s'engager sur ce point à l'avance. C'est donc habituel dans ce type de modélisation de prendre cette valeur réglementaire. Etant donné que la conclusion indique que nous sommes dans des niveaux d'exposition inférieurs aux valeurs limites pour la protection de la santé humaine, il n'y a pas de problème pour la santé des habitants.

Commentaire du commissaire enquêteur :

Les installations projetées du site LATECOERE seront à l'origine de rejets atmosphériques qui seront traités avant rejet dans l'atmosphère. L'évaluation quantitative des risques sanitaires réalisée a montré que les niveaux d'exposition obtenus pour les polluants sont inférieurs aux valeurs limites pour la protection de la santé humaine.

L'exploitant retient les valeurs limites réglementaires les plus pénalisantes entre les valeurs limites définies dans l'arrêté ministériel 2565 (AM) et celles définies dans le guide des meilleures techniques disponibles (MTD),

Dans ces conditions, les effets de l'installation sur la qualité de l'air seront peu significatifs.

• Observation n°3 :

Enfin, lors de l'échange que nous avons eu avec Mme LELANDAIS, il a été évoqué que compte tenue des efforts de filtration des gaz, une dérogation avait été obtenue pour abaisser la hauteur des cheminées par rapport aux normes, cela contribue, selon moi, à ce que les rejets se dispersent moins dans l'atmosphère et cela est directement préjudiciable à la qualité de l'air sur l'Habitation. Pour rappel l'habitation se situe environ 10 m au-dessus du sol de l'usine, donc quasiment au niveau des rejets de polluants.

- C'est pourquoi nous souhaitons à minima que les cheminées respectent les normes en vigueur afin d'assurer une meilleure diffusion des polluants dans l'atmosphère et une moindre concentration sur l'habitation.

- Enfin un renforcement des plantations hautes sur le talus séparant l'usine de l'habitation contribuerait à constituer un obstacle végétal aux vents pollués.

Réponse du responsable du projet :

On pourrait abaisser les cheminées sans risque pour la santé humaine. C'est la modélisation qui a été faite dans le dossier d'autorisation d'où la demande de dérogation dans le dossier d'autorisation (Partie C §10.1.1). Ceci dit, depuis la rédaction et le dépôt du dossier (avril 2018), nous avons avancé dans les études bâtiment et industrielles et nous comptons respecter les dispositions constructives concernées pour l'atelier de protection de surface. Donc Latécoère ne demande finalement pas de dérogation pour toutes les cheminées de l'atelier protection de surface (celles qui vous inquiètent sur l'extension du bâtiment).

Latécoère ne souhaite déroger que pour l'ensemble des cheminées de l'atelier petit assemblage (mais il s'agit de volumes très faibles dans cet atelier : peinture au pinceau et de retouche seulement) : les cheminées sont déjà positionnées sur le bâtiment actuel.

Enfin, la conception industrielle a été faite pour filtrer les polluants à leur source et nous paraît plus efficace qu'un obstacle végétal.

Commentaire du commissaire enquêteur :

Dans son mémoire en réponse le responsable du projet s'engage à ne pas demander de dérogation concernant la hauteur de toutes les cheminées de l'atelier de protection de surface. Les hauteurs de ces cheminées devront donc respecter les normes constructives ce qui est une bonne décision d'autant que l'habitation voisine du projet se trouve en position surélevée par rapport au niveau de la plateforme du site.

Pour ce qui est des plantations hautes sur le talus séparant l'usine de l'habitation il est fort probable qu'il s'agirait d'un obstacle peu efficace à la pollution atmosphérique mais cela serait plus utile à la végétalisation du talus contre l'érosion et à son ornement.

• Observation n°4 :

Quelques questions subsidiaires :

- Quelles sont les mesures prévues en cas d'incendie majeur (partie D du dossier) qui permettraient d'alerter rapidement les habitants (sirène....)

- Comment est organisé le contrôle périodique des niveaux de polluants rejetés dans l'atmosphère afin de prévenir un dysfonctionnement des systèmes de filtration, notamment pour le chrome.

Réponse du responsable du projet :

- En cas d'incendie majeur, les pompiers seront présents et s'assureront qu'il n'y a plus personne dans l'habitation.

- Le contrôle périodique des niveaux de polluants rejetés dans l'atmosphère suit la réglementation : 1 fois tous les trois ans.

Le premier contrôle du laveur de gaz est prévu après que l'ensemble des bains ait été mis en chimie (fin 2019-début 2020 au plus tard). Le contrôle des cheminées peinture sera fait en même temps.

En revanche, il y a tout une série de mesures internes régulières pour prévenir un dysfonctionnement des systèmes de filtration.

Par exemple, sur les cabines de peinture liquide (principal lieux d'émission des chromes), les cabines fonctionnent en légère surpression. Quand les filtres sont saturés (ce qui n'arrive en général jamais car la fréquence de changement de ces filtres est réglée pour le faire avant), une alarme sonne pour prévenir les peintres qu'il y a un problème (et ils s'en rendraient en plus compte avec les ouvertures car la surpression ne marche plus).

Pour le laveur de gaz, on s'assure aussi hebdomadairement de son bon fonctionnement (on peut par exemple s'assurer que les eaux chargées en polluant sont régulièrement évacuées vers la station interne de traitement de l'eau).

Commentaire du commissaire enquêteur :

Seul le scénario 5 (dispersion de fumées toxiques suite à l'incendie généralisé du bâtiment de protection de surfaces) peut générer des zones d'effets à l'extérieur du site qui peuvent impacter la parcelle habitée voisine du projet. Il s'agit des effets irréversibles. L'étude a évalué la probabilité d'occurrence ainsi que la gravité de ce scénario au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005. La cinétique de ce phénomène dangereux a été estimée comme lente. Aucun effet domino interne ou externe n'est attendu.

Compte tenu de l'évaluation qui en a été faite dans l'étude de dangers et des réponses apportées par le responsable du projet aux interrogations du public, le commissaire enquêteur considère que l'exposition à ce risque est acceptable.

Ce sont les services de secours extérieurs qui sont en charge des éventuelles évacuations des riverains. Le SDIS va établir un plan ETARE pour coordonner son intervention.

Voir réponse ci-dessus du responsable du projet pour ce qui concerne le contrôle périodique des niveaux de polluants rejetés dans l'atmosphère afin de prévenir un dysfonctionnement des systèmes de filtration, notamment pour le chrome.

➤ Contribution de Mr Giraud-Peillud Dylan, 2, Impasse de Montredon 31200 Toulouse (voie électronique le 15/11/2018)

J'ai obtenu quelques réponses avec Mme LELANDAIS de Latécoère, comme je le lui disais et comme je tiens à le mentionner dans le cadre de l'enquête publique, notre inquiétude ne porte pas sur le niveau global des polluants émis, car de nombreuses mesures ont été prises par Latécoère qui permettent d'obtenir un niveau de pollution atmosphérique globale satisfaisant.

Notre inquiétude porte sur la concentration de ces polluants au niveau de l'habitation H1, comme je l'expose dans mon mail précédent la concentration de polluants atmosphériques est 4 à 5 fois plus importante en H1 (habitation) que dans les 5 autres points de contrôles alentours (cf texte en rouge ci-dessous).

Certes les concentrations émises restent inférieures au seuil maximal autorisés, en revanche ils s'ajoutent à une pollution ambiante due à la présence de la rocade (l'étude mentionne que la qualité de l'air dans les 2 points de contrôles les plus proches de ATMO Occitanie est jugée assez moyenne avec des dépassements fréquents des seuils autorisés) ces pollutions sont donc cumulées.

Par ailleurs cette notion de seuils est toujours subjective certains pays ayant des seuils inférieurs aux nôtres (je lisais sur internet que les USA appliquaient un seuil de dioxyde d'azote de 100 micro gramme par m3 quand nous retenons une concentration maximale de 200).

Par conséquent, nous sommes en attente de solutions qui permettront d'améliorer la diffusion de ces rejets dans l'atmosphère et donc une moindre concentration sur l'espace H1

Réponse du responsable du projet :

M. Dylan Giraud-Peillud s'étonne que la concentration en H1 soit plus importante que sur les autres points de mesures.

Il faut noter que les niveaux d'exposition en polluant dans l'environnement en lien avec le projet sont directement liés :

- à l'importance des polluants au niveau de la source d'émission (plus un polluant est présent à l'émission, plus les riverains risquent d'y être exposés),
- à la caractéristique des points de rejets : vitesse d'éjection des émissions, hauteur des points de rejets (plus la vitesse est élevée plus la dispersion est efficace, il en est de même pour la hauteur des points de rejets),
- à la distance entre la source d'émission et un récepteur (généralement plus le récepteur est proche plus il est exposé),
- aux vents dominants (plus le récepteur est situé sous les vents dominants plus sa fréquence d'exposition aux rejets est importante),
- au relief (plus le récepteur est à une hauteur proche du point de rejet plus il est exposé).

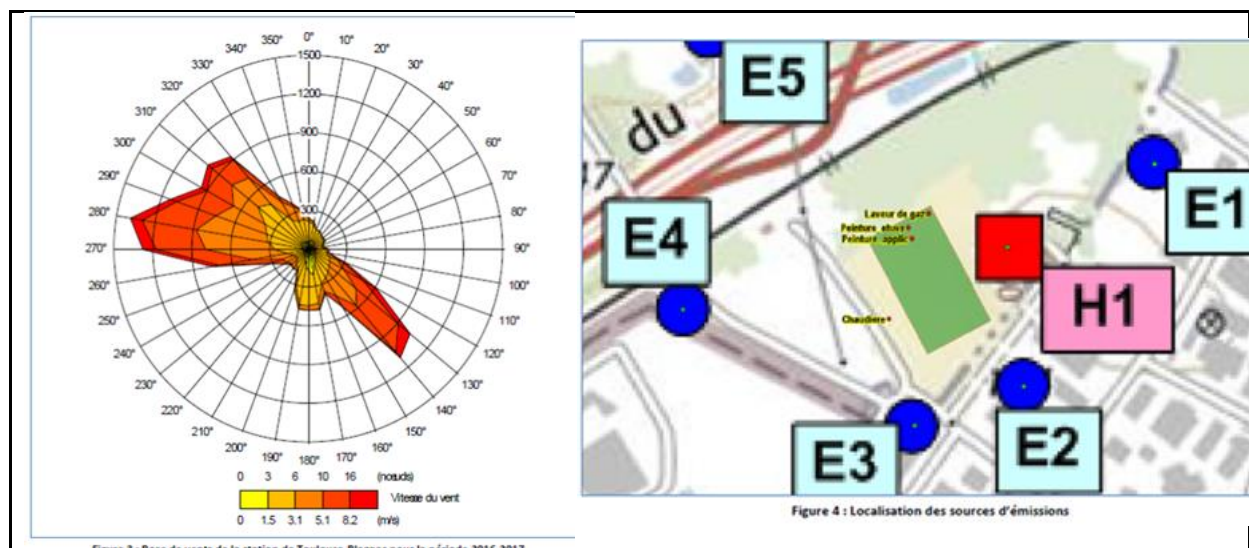
Les critères 1 et 2 sont directement liés aux points de rejets, ils n'influencent que le phénomène d'éjection des polluants dans l'air avant que ces derniers ne se trouvent sous l'influence du vent, etc....

Critère 3 : le point H1 est un des plus proches des sources de rejets atmosphériques du site.

Critère 4 : le point H1 est disposé sous les vents dominants (E1 et E2 le sont également, E3 dans une moindre mesure, E5 est sous le vent d'Autan). A Toulouse les vents de secteurs O-N-O sont les plus fréquents.

Critère 5 : le point H1 est en surplomb par rapport au site.

Dans cette configuration, il est donc physiquement normal que le point H1 ressorte comme le point le plus exposé aux rejets de l'usine.



Toutefois, il faut rappeler que l'approche d'évaluation quantitative des risques sanitaires repose sur une méthodologie éprouvée.

Celle-ci s'appuie tout au long de son déroulement sur une approche conservatrice :

- Caractérisation des émissions ;
- Sélection des polluants traceurs,
- Evaluation de l'exposition dans l'environnement ;
- Caractérisation du risque sanitaire ;

Ainsi, comme indiqué précédemment dans les réponses apportées, la caractérisation des émissions a été réalisée de façon majorante sur l'ensemble des émetteurs. Nous ne reprendrons pas ici tous les facteurs retenus (voir p 32/190 de l'étude d'impact).

La sélection des polluants traceurs se fait en utilisant les combinaisons les plus sévères entre les flux à l'émission et la dangerosité des substances. Ce dernier critère est basé sur les valeurs toxicologiques de références utilisées ensuite dans l'étape de caractérisation du risque sanitaire. Ces valeurs sont issues de travaux scientifiques réalisés par des organismes français ou internationaux. Ces valeurs sont systématiquement précautionneuses.

L'évaluation de l'exposition dans l'environnement se fait par l'utilisation d'un modèle retenu et reconnu par l'administration. L'approche conservative ici est de considérer que les personnes présentes en zones résidentielles sont exposées 100 % du temps pendant 30 ans. Cette hypothèse est extrêmement conservative.

Lors de la caractérisation des risques sanitaires, le risque est évalué pour chaque substance retenue dans le cadre de l'étude et le risque total est évalué par additivé. Dans le cas présent, en additionnant les risques, aucun risque sanitaire n'est attendu.

A noter que par ailleurs, les niveaux d'exposition dans l'environnement ont été comparés aux valeurs réglementaires définies dans le code de l'environnement. Parmi les types de valeur réglementaires à respecter figurent les valeurs cibles (niveau à atteindre dans la mesure du possible) et les valeurs limites (niveau à atteindre et à ne pas dépasser). Les niveaux d'exposition engendrés par les rejets de LATECOERE respectent les valeurs réglementaires. Pour les NOx, il est à noter qu'une majeure partie des émissions (96 %) provient de l'installation de lavage de traitement de surfaces pour laquelle les émissions correspondent aux valeurs maximales autorisées par la réglementation. Le fabricant s'engage à ne pas dépasser les valeurs maximales mais ne peut prévoir les émissions qui seront réellement émises.

En conclusion, les rejets attendus dans le cadre du présent projet respectent à la fois les valeurs limites réglementaires pour l'ensemble des polluants. Les installations de traitement de surfaces mettent en œuvre les meilleures techniques disponibles qui contribuent notamment à la réduction de l'ensemble des émissions.

La demande de dérogations aux hauteurs de cheminée n'est maintenue que pour des petits points de rejets peu émetteurs. Les points de rejets des plus gros contributeurs répondront aux exigences réglementaires en la matière.

La méthodologie d'évaluation des risques sanitaires permet de conclure à l'absence de risque sanitaire au point récepteur le plus exposé donc par définition, aucun risque n'est attendu pour la population humaine.

Dans ce contexte, LATECOERE n'envisage pas d'aménagement complémentaire.

Commentaire du commissaire enquêteur :

En ce qui concerne les niveaux d'exposition en polluant dans l'environnement en lien avec le projet le commissaire enquêteur ne peut que s'en remettre aux résultats des travaux scientifiques réalisés par des organismes français ou internationaux et aux nombreuses mesures prises par Latécoère qui permettent d'obtenir un niveau de pollution atmosphérique satisfaisant. En effet les niveaux d'exposition engendrés par les rejets de LATECOERE sont censés respecter les valeurs réglementaires.

On peut rappeler que les installations projetées du site LATECOERE seront à l'origine des rejets atmosphériques suivants :

- des polluants atmosphériques généraux (poussières, oxydes d'azote, dioxyde de soufre), des COV et des particules issus des activités et procédés,
- des gaz de combustion (CO, CO₂, NO_x, SO₂) en provenance du local chaufferie et des brûleurs des cabines de peinture fonctionnant au gaz naturel,
- des polluants atmosphériques (CO₂, NO_x, PM10, COV) provenant des émissions engendrées par le transport.

Les émissions atmosphériques sont traitées avant rejet à l'atmosphère par les moyens suivants :

- pour l'activité de traitement de surfaces : laveur de gaz par ruissellement d'eau à contre-courant du flux de gaz. Pour les rejets issus du laveur de gaz (autres que chrome VI), l'exploitant retient les valeurs limites réglementaires les plus pénalisantes entre les valeurs limites définies dans l'arrêté ministériel 2565 (AM) et celles définies dans le guide des meilleures techniques disponibles (MTD).

- Pour le chrome VI, l'exploitant estime qu'il rejettera 0,119 kg par an ;
- pour l'activité de peinture : filtration des particules (aérosols) avant rejet ;
- pour l'activité de travail des métaux : filtration absolue des machines d'usinage et de découpe (99,9 % garantis par le constructeur) avec rejet à l'intérieur du bâtiment.

Les rejets de gaz de combustion proviennent de la chaufferie et des brûleurs associés aux cabines de peinture. Les brûleurs permettent de chauffer l'air circulant à l'intérieur des cabines de peinture pour permettre le séchage des pièces ou le maintien en température des cabines.

Lors de l'exploitation des nouvelles installations un contrôle des valeurs des émissions atmosphériques devra être réalisé par un organisme indépendant agréé comme l'exige la réglementation 1 fois tous les 3 ans, afin de vérifier que ces valeurs sont conformes.

VI – PIECES ANNEXES

- N° 1 Désignation du commissaire enquêteur du 18 septembre 2018
- N° 2 Arrêté de Mr le Préfet de Haute-Garonne du 21 septembre 2018
- N° 3 Avis d'enquête publique
- N° 4 Insertion « La Dépêche du Midi » du 26 septembre 2018
- N° 5 Insertion « L'Opinion Indépendante » du 28 septembre 2018
- N° 6 Insertion « La Dépêche du Midi » du 16 octobre 2018
- N° 7 Insertion « L'Opinion Indépendante » du 19 octobre 2018
- N° 8 Lettre de la mairie de Toulouse du 4 octobre 2018 + 5 plans d'affichages de l'avis d'enquête
- N° 9 Lettre d'observations de la mairie de Toulouse du 21 novembre 2018
- N° 10 Procès-verbal de synthèse
- N° 11 Mémoire en réponse du responsable du projet

Fait au BEZ le 4 décembre 2018
Le commissaire enquêteur



Jean Claude Barthés